

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/A-l-occasion-du-11eme-anniversaire-de-l-accident>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **À l'occasion du 11ème anniversaire de l'accident de Fukushima, mobilisons-nous contre la relance du nucléaire !**

8 mars 2022

À l'occasion du 11ème anniversaire de l'accident de Fukushima, mobilisons-nous contre la relance du nucléaire !

Alors qu'approche le 11ème anniversaire de l'accident de Fukushima, nous dénonçons le déni généralisé qui prévaut. Tandis qu'au Japon, on organise le retour des populations dans des zones encore très contaminées, en France, la relance du nucléaire prévue par Emmanuel Macron n'est qu'une fuite en avant risquée et coûteuse, et un leurre face à l'urgence climatique. Autour du 11 mars, date anniversaire de l'accident, des actions auront lieu dans de nombreuses villes, en soutien aux victimes et contre la relance du nucléaire.

À Fukushima, la catastrophe continue de se déployer dans le déni général

Le 11 mars 2011, l'accident nucléaire de Fukushima débutait. 11 ans après, la catastrophe environnementale, sanitaire et humaine continue de se déployer. La centrale accidentée a toujours besoin d'être refroidie en permanence et les autorités japonaises s'apprêtent à rejeter en mer, à partir de 2023-24 et pendant plusieurs décennies, plus de 1,3 millions de m³ d'eau contaminée stockés sur le site, malgré l'opposition des pêcheurs et riverains.

11 ans après, la contamination radioactive est toujours largement présente dans les sols. Pourtant, les autorités japonaises déploient de grands moyens pour inviter des jeunes à s'installer dans des communes qui avaient été déclarées "zone à évacuer". Le seuil d'exposition maximale à la radioactivité admissible pour le public à Fukushima reste toujours fixé à 20 mSv/an, soit la limite pour les travailleurs du nucléaire. Des [brochures](#) minimisent le danger de la radioactivité et vantent l'innocuité de l'eau contaminée de la centrale de Fukushima Daiichi.

D'ores et déjà, près de 300 cas de cancer de la thyroïde ont été détectés [\[1\]](#) parmi les personnes de la préfecture de Fukushima qui étaient enfants lors de l'explosion - un ratio anormalement supérieur à la normale pour cette maladie, la seule à avoir fait l'objet d'une étude épidémiologique et qui cache la

forêt d'autres pathologies. Parmi elles, 6 personnes, âgées de 6 à 16 ans au moment de l'accident, [ont attaqué l'opérateur japonais TEPCO](#) le 27 janvier 2022 pour que puisse être attesté le lien entre leur pathologie et l'accident, et obtenir justice pour les autres victimes.

Ces jeunes s'ajoutent aux près de 14 000 personnes actuellement engagées dans une trentaine de procès civils pour que le gouvernement et TEPCO assument la responsabilité de l'accident et indemnisent les victimes. Le 4 mars, la Court Suprême japonaise a d'ailleurs rendu un jugement historique, entérinant définitivement la responsabilité juridique de l'entreprise et lui ordonnant d'indemniser près de 4000 personnes [2]. Elle doit se prononcer avant l'été quant à la responsabilité du gouvernement.

Non à la relance du nucléaire en France !

Le 27 janvier 2022, [5 anciens Premiers Ministres japonais](#) ont écrit à la présidente de la Commission Européenne pour lui demander de ne pas classer le nucléaire parmi les énergies vertes. Mais Emmanuel Macron, principal artisan de la promotion de l'atome en Europe, non content de se servir de la présidence française de l'Union Européenne pour organiser des événements de greenwashing pronucléaire (comme [ce colloque](#) prévu le 9 mars à Bercy), compte imposer à notre pays une relance du nucléaire à marche forcée.

Nous nous opposons à ce projet aussi absurde que dangereux, présenté à tort comme incontournable pour atteindre la neutralité carbone. **Alors que le GIEC rappelle l'urgence de réduire nos émissions au plus vite, il est irresponsable de miser pour cela sur une technologie lente à développer, sujette aux retards, hors de prix et elle-même vulnérable aux phénomènes climatiques extrêmes.** L'urgence devrait être, au contraire, d'engager notre pays dans un système énergétique sobre, résilient et 100% renouvelable.

Alors que les tensions géopolitiques liées à la guerre en Ukraine s'ajoutent à de sombres perspectives climatiques, on ne peut pas construire l'avenir avec une technologie dangereuse, polluante et qui pose un risque accru en cas de conflit, comme le montrent [les alertes](#) de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique. Viser la sobriété, isoler massivement les logements et développer les énergies renouvelables sont des options bien plus efficaces pour réduire rapidement notre dépendance au gaz russe que de nouveaux réacteurs nucléaires qui ne seraient pas opérationnels avant une quinzaine, voire une vingtaine d'années [3].

Des actions partout en France pour dire non au nucléaire

En solidarité avec les victimes japonaises de l'accident et pour dire non à la relance du nucléaire en France, de nombreuses actions auront lieu autour du 11 mars :

▶ À Paris, le 11 mars, un rassemblement est organisé Place de la République de 16h à 19h, avec lecture du message d'une habitante de Fukushima, danses et chants traditionnels japonais, prises de parole associatives et politiques ([Plus d'informations](#))

▶ Le 12 mars, nous invitons à une présence visible dans les Marches pour le climat pour rappeler que le nucléaire est un leurre face à l'urgence climatique et que le risque nucléaire doit être pris au sérieux.

▶ D'autres actions auront lieu un peu partout en France tout au long du week-end ([voir agenda](#)) pour rappeler que la catastrophe de Fukushima est toujours en cours.

Contacts presse :

Yûki Takahata - 06 84 07 03 45

Marie Liger - 07 60 15 01 23

Pour en savoir plus sur la situation à Fukushima :

Message de Ruiko Muto, habitante de Fukushima :



[Brochure "Fukushima, 10 ans après" de l'association Yosomono-net](#)

Notes

[1] 266 personnes se sont vues diagnostiquer un cancer de la thyroïde. Parmi elles, 221 ont déjà pu être opérées et voir leur cancer confirmé. À ces chiffres, il faut rajouter 27 cas de cancer confirmés qui n'ont pas été intégrés dans l'enquête statistique menée par le département de Fukushima. Normalement, on ne recense que deux ou trois cas de ce cancer pour un million d'habitants chez les jeunes. Comme l'explique la chercheuse [Hisako Sakiyama](#), le "surdiagnostic" ne saurait expliquer ce ratio exceptionnellement élevé.

[2] Cette victoire de la Cour Suprême vient renforcer trois décisions déjà obtenues en cour d'appel, notamment à Sendai en septembre 2020 (plus grand nombre de victimes regroupé dans le procès dit "Nariwai") et à Tokyo en février 2021 (victimes réfugiés dans le département de Chiba).

[3] Dans un rapport interne de la Direction Générale de l'Énergie et du Climat fuité par le média [Contexte.com](#), l'administration estime que « les perspectives de date de mise en service d'un premier EPR2 restent incertaines » et table sur un couplage au réseau qui « aurait lieu vraisemblablement au plus tôt en 2040 » dans un scénario de « relative maîtrise industrielle ». Les deux autres paires seraient mises en service entre 2043 et 2045, puis entre 2047 et 2049.